

Les Nations de la Haute-Asie déclarent leur indépendance au Congrès américain

Le 19 septembre 2006, la Déclaration d'indépendance des Nations de la Haute-Asie – Tibet, Turkestan oriental et Mongolie intérieure – a été prononcée lors d'une conférence au Capitole, au Congrès américain, à Washington.

Cela s'est passé lors de la conférence de la Coalition pour la Liberté en Asie, à laquelle ont participé Temtsiltu Shobtsood, président du Parti du peuple de Mongolie intérieure, Sonam Wangdu, président du Comité US-Tibet, Wei Jingsheng, président de la Fondation des Chinois d'outre-mer pour la démocratie, Dr Wen-Yen Chen, directeur de l'Association taiwanaise des affaires publiques, Jamyang Norbu, porte-parole de l'Alliance Rangzen, Alim Seytoff, secrétaire général de l'Association américaine des Ouïghours, Huang Ciping, secrétaire général de la Coalition des Chinois d'outre-mer pour la démocratie, Ye Ning, président de la Fondation du Mouvement pour une Chine libre, Dr Quan Q. Nguyen, président du Comité international pour la liberté et les droits de l'homme au Vietnam, et de nombreux autres délégués. Des membres du Congrès américain, leurs assistants parlementaires et des représentants des médias ont assisté à la conférence lors de sa session de clôture dans l'après-midi du 19.

Dolkun Isa, secrétaire général du Congrès mondial ouïghour, qui s'est envolé d'Allemagne pour se rendre à Washington, n'a pas pu participer à la réunion. Il semble qu'en raison de son combat courageux pour l'indépendance, Pékin a fait pression sur le gouvernement américain pour qu'il le considère comme personne indésirable. Quoiqu'il en soit, la conférence s'est déroulée avec succès et, après deux jours de délibérations, les délégués ont décidé à l'unanimité de fonder l'Alliance pour la Démocratie en Asie afin de promouvoir la liberté et les droits de l'homme dans des pays actuellement dominés par un pouvoir répressif et anti-démocratique.

Le député Franck Wolf est intervenu lors de la conférence et s'est exprimé longuement sur les problèmes affrontés par le Tibet, la Mongolie intérieure et le Turkestan oriental. Il a évoqué sa visite au Tibet et la manière dont l'immigration chinoise menaçait l'existence même du peuple tibétain. Le député a jugé qu'il était bon que tous les différents mouvements travaillent désormais ensemble. Il a estimé que les Tibétains avaient su garder un front commun, mais que d'autres devaient renoncer aux querelles de personnes et aux dissensions internes afin de travailler ensemble pour combattre un ennemi commun, la Chine populaire, dont il est certain qu'il tombera dans les prochaines années.

La déclaration d'indépendance a été signée par les représentants de Mongolie intérieure, du Tibet et du Turkestan oriental, ainsi que par les représentants de Taiwan, dès lors que la déclaration établit une référence majeure à la menace que doit affronter Taiwan, pays démocratique et indépendant, face à la Chine. Tous les autres délégués, y compris chinois, ont unanimement soutenu la déclaration et les aspirations des peuples de ces pays à la liberté et à l'indépendance.

Après la conférence, les différents leaders et délégués se sont exprimés devant les médias. Le dissident chinois emblématique et « père de la démocratie chinoise », Wei Jingsheng, a affirmé que cette déclaration d'indépendance était opportune et aujourd'hui importante, dès lors que Pékin a clairement démontré, par son rejet catégorique de l'appel du Dalaï-Lama au dialogue, qu'il n'existait aucune ouverture sur une quelconque solution de compromis, ni même de discussion véritable à ce sujet.

DECLARATION D'INDEPENDANCE DES NATIONS DE LA HAUTE-ASIE

Mongolie intérieure, Turkestan oriental et Tibet

Il est un moment rare et déterminant dans l'histoire humaine lorsqu'une tyrannie cinglante et semble-t-il permanente laisse apparaître à la surface de son implacable structure le premier et infime craquement d'un effondrement imminent. – autorisant les premières excitations d'espoir parmi les peuples opprimés et les nations soumises. Une telle transition était annoncée en Europe centrale et orientale et en Asie centrale avec la chute du mur de Berlin.

Pour les peuples de Mongolie intérieure, du Turkestan oriental et du Tibet, un tel moment pourrait se trouver à portée de main. Le boom économique chinois a créé d'énormes problèmes et conflits insolubles qui menacent de déchirer la société chinoise. La corruption officielle endémique, les soulèvements désespérés de paysans, la sévère répression religieuse, les disparités économiques toujours plus larges, la dévastation écologique, l'absence de recours légal à la justice et la quasi-inexistence d'une société civile, ont été la cause, selon des sources officielles chinoise, de plus de 45.000 manifestations et émeutes, parfois violentes, à travers la Chine l'an dernier.

Les Tibétains, les Ouighours du Turkestan oriental et les Mongols ont traditionnellement aspiré à vivre en liberté dans leur propre patrie indépendante, mais cette aspiration a été contrariée et écrasée par la Chine populaire depuis plus de cinquante ans. C'est un fait historique que la Chine populaire a envahi le Tibet en 1949-1950, dominant et écrasant la petite armée tibétaine qui défendait sa patrie. Il en est de même au sujet du Turkestan oriental et de la Mongolie intérieure qui furent occupés par la force par les troupes communistes en 1949. En aucun cas, la domination de la Chine populaire dans ces pays n'est advenu avec le consentement des populations, ni comme un accident de l'histoire.

Depuis lors, la Chine a systématiquement sapé l'ancien mode de vie de ces peuples, d'abord en abolissant leurs gouvernements légitimes, ensuite en emprisonnant, en torturant et en exécutant nombre de leurs dirigeants traditionnels, de leurs chefs et de leurs leaders spirituels. Lorsque les peuples de ces pays ont refusé d'accepter ces injustices et ces déprédations, l'armée populaire chinoise et les organes de la sécurité d'Etat ont écrasé ce mouvement de résistance avec une irrésistible violence. Des millions de Tibétains, de Ouighours et de Mongols furent tués. Des millions d'autres furent emprisonnés ou déportés dans des camps de travaux forcés (laogai). Par le passé, les populations dans ces pays ont joui d'une suffisance dans les besoins de première nécessité, mais depuis lors, les politiques du gouvernement communiste ont causé l'échec général des récoltes, des famines récurrentes et des privations en masse, dans lesquelles des millions de personnes, particulièrement les femmes, les enfants et les plus âgés, ont péri.

A travers le slogan de « lutte révolutionnaire » (douzheng), l'administration communiste dans ces régions a contraint et forcé les personnes à espionner et à donner des informations les uns sur les autres, et même conduit les enfants à faire des rapports sur leurs parents et à participer à des dénonciations publiques ainsi qu'à des campagnes des « lutte ». En réalité, tous les usages en termes de valeurs humaines universelles d'amitié, d'hospitalité, de foi, de respect, de tolérance, de paix et de compassion, étaient considérés par les autorités communistes comme « féodales » et « contre-révolutionnaires ».

Durant les années de la « Révolution culturelle », les gens étaient contraints de détruire leurs propres temples, monastères et mosquées. Quasiment tous les édifices et monuments d'importance historique, culturelle et religieuse dans ces pays furent démolis, et leurs trésors et objets d'art pillés et expédiés en Chine pour leurs métaux précieux ou pour être vendus sur le marché d'art asiatique. Les richesses minérales, les forêts, l'eau et les autres ressources naturelles furent, particulièrement durant les deux dernières décennies, non seulement exploitées au bénéfice de la Chine, mais aussi gaspillées de manière inconsidérée et l'environnement dévasté en raison des politiques radicales de la direction chinoise.

Jusqu'à présent, la politique de transfert de population de la Chine a submergé la Mongolie intérieure, le Turkestan oriental et le Tibet, marginalisant complètement les populations indigènes et faisant d'elles des minorités dans leurs propres pays. Les artisans natifs, les modestes commerçants, les travailleurs et même les paysans ont été presque complètement remplacés par des immigrants chinois, causant de terribles problèmes sociaux et une détresse psychologique parmi les populations natives.

Nous, individus, ainsi que nos organisations rassemblées ici aujourd'hui, nous tenons fermement aux côtés de tous les Tibétains, Ouighours et Mongols qui, dans leurs pays, se lèvent et demandent l'indépendance, et nous engageons mutuellement à soutenir sans réserve ceux qui à l'intérieur risquent tout, y compris leur vie, dans la quête d'un pays libre et démocratique. Nous attirons l'attention de la communauté internationale sur la justesse de nos intentions et déclarons ainsi que le Tibet, le Turkestan oriental et la Mongolie intérieure sont dégagés de toute relation politique avec la République populaire de Chine, et devront dorénavant être des nations libres et indépendantes, chacune irrévocablement engagée dans un système démocratique de gouvernement, établi selon la libre volonté du peuple et basé sur l'autorité de la loi et la primauté de la liberté individuelle.

Concernant le cas de Taiwan, nous avons affaire à un simulacre de justice internationale, où un pays pleinement indépendant, prospère et démocratique n'est pas reconnu en tant que tel par d'autres pays, principalement ignoré car contrariant la Chine populaire. Taiwan a peut-être fait autrefois partie de la Chine, mais la plupart des Etats membres de l'Organisation des Nations unies ont été à un moment ou l'autre de leur histoire eux-mêmes parties d'un autre pays ou d'un empire. Taiwan a uniquement été une province chinoise brièvement durant huit ans, entre 1887 et 1895. Par le traité de Shimonoseki (1895), Taiwan fut cédé au Japon à perpétuité. Quelles que soient les ramifications de son histoire variée, le peuple de Taiwan a le droit, comme tous les peuples dans le monde, de s'autodéterminer et par-dessus tout, par ses efforts de créer un Etat démocratique, progressiste et prospère, a plus que gagné le droit d'être une nation. Les menaces belliqueuses de la Chine, nombreuses et croissantes, d'envahir Taiwan doivent être condamnées par la communauté internationale, et le droit de Taiwan à l'indépendance reconnu.

Nous appelons chaque pays dans le monde et l'Organisation des Nations unies à soutenir le droit inaliénable des Ouighours, des Mongols, des Tibétains et des Taiwanais à une patrie indépendante. Nous en appelons aux Etats-Unis d'Amérique, la première nation libérale et démocratique dans le monde, pour apporter une juste reconnaissance à la cause légitime de ces peuples et à les aider dans leur noble quête pour l'indépendance, la liberté et la démocratie.

19 septembre 2006, Conference Room HC-9, U.S Congress, Capitol Hill, Washington D.C.

Alliance pour la Démocratie en Asie

- . Temtsiltu Shobtsood, président du Parti du peuple de Mongolie intérieure
- . Sonam Wangdu, président du Comité US-Tibet
- . Jamyang Norbu, porte-parole de l'Alliance Rangzen
- . Alim Seytoff, secrétaire général de l'Association américaine des Ouïghours
- . Dr Wen-Yen Chen, directeur de l'Association taiwanaise des affaires publiques
- . Wei Jingseng, président de la Fondation des Chinois d'outre-mer pour la démocratie
- . Huang Ciping, secrétaire général de la Coalition des Chinois d'outre-mer pour la démocratie
- . Ye Ning, président de la Fondation du Mouvement pour une Chine libre
- . Dr Quan Q. Nguyen, président du Comité international pour la liberté et les droits de l'homme au Vietnam

transmis par Jamyang Norbu
traduction : Alternative tibétaine